
Bulletin d'histoire politique

Une sociologie spontanée de la connaissance historique

Yves Gingras



Volume 4, Number 2, Winter 1995

Y a-t-il une nouvelle histoire du Québec?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063528ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063528ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gingras, Y. (1995). Une sociologie spontanée de la connaissance historique. *Bulletin d'histoire politique*, 4(2), 39–43. <https://doi.org/10.7202/1063528ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

UNE SOCIOLOGIE SPONTANÉE DE LA CONNAISSANCE HISTORIQUE

Yves Gingras

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

Dans son article «Revisionism and the Search for a Normal Society», Ronald Rudin propose une synthèse des travaux récents consacrés à l'histoire du Québec et suggère des raisons pouvant expliquer la montée de ce qu'il appelle «l'école révisionniste¹». Mes collègues ayant largement discuté des questions touchant au contenu même de ces travaux, je soulèverai brièvement trois aspects du texte qui m'apparaissent problématiques: 1) le retour à une histoire des mentalités; 2) la sociologie spontanée de l'histoire qui y est mise en œuvre; et 3) la question de la validité des connaissances produites par les historiens dits «révisionnistes».

Le retour des mentalités

Il est bon de rappeler que l'histoire des mentalités a beaucoup été critiquée depuis une dizaine d'années. À mon avis, le recours aux «mentalités» pour expliquer le comportement des agents sociaux se résume trop souvent à une reformulation savante des préjugés populaires — les travaux de Fernand Ouellet fournissant à cet égard un cas paradigmatique². Bien qu'il soit fortement exagéré de dire que «it has become taboo to suggest that French-speakers might also have been subject to the influence of cultural values», il est vrai que les travaux récents sont prudents devant l'usage des catégories culturelles et ce pour d'excellentes raisons³.

Il est d'ailleurs frappant de constater que les tenants québécois de l'histoire des mentalités citent constamment la désormais célèbre phrase de M^{gr} Paquet sur notre «vocation» à manipuler des idées plutôt que du capital. Cette phrase est devenue un véritable cliché que l'on ne se surprend plus de voir citée par ceux qui veulent mettre en évidence la «mentalité» des Canadiens français. Mais s'est-on jamais demandé dans quel contexte elle a été prononcée? Faut-il vraiment rappeler qu'elle se veut une réponse à

«Emparons-nous de l'industrie» d'Errol Bouchette? Et quant à son influence, demandons-nous qui le gouvernement de Lomer Gouin a-t-il écouté lorsqu'il a créé les écoles techniques et l'École des Hautes études commerciales? Bouchette, dont c'était là une partie du programme, ou M^{gr} Paquet? En somme, la tâche de l'historien, révisionniste ou non, n'est pas de répéter naïvement les discours des agents sociaux, mais de les replacer dans leur contexte pour comprendre leurs conditions d'émergence et, autant que possible, leur impact.

Sociologie spontanée de l'historien

Lorsque les historiens se penchent sur la pratique de leurs collègues, ils ont tendance à pratiquer une forme de «sociologie spontanée», pour reprendre l'expression d'Althusser⁴, qui relève d'une théorie du reflet qui rapporte *directement*, c'est-à-dire sans médiations, le savoir à son contexte social. Sur le plan du récit, cela se fait généralement en deux étapes: la première décrit sommairement les grandes transformations sociales d'une période et la seconde résume tout aussi sommairement les caractéristiques du savoir produit au cours de cette même période. La simple juxtaposition de ces deux parties est alors jugée suffisante pour conclure que la première explique la seconde.

Bien que la sociologie de la connaissance ait abandonné cette approche depuis plus de 20 ans, on la retrouve souvent sous la plume de praticiens qui offrent spontanément, et sans plus de précautions, leurs «explications» de la transformation du champ du savoir auquel ils appartiennent⁵. L'autonomie, même relative, du champ de l'histoire étant pour lui, semble-t-il, inexistante, Rudin peut écrire «l'histoire de l'histoire» en recourant uniquement à des catégories du champ politique. Ainsi, ce serait parce qu'ils sont les fils (et les filles) de la toute-puissante «Révolution tranquille», que les historiens «révisionnistes» (autre catégorie importée du politique) «were exposed to a way of thinking *that led them to construct a Quebec [...] that also looked very much like the rest of the Western world*». Cette même «recherche d'une société normale» expliquerait pourquoi «*the revisionnists wanted to give the impression of a relatively pluralist society*». Catégories politiques obligent, l'auteur ne pouvait que conclure sur le «post-Meech Lake environment» pour appeler de ses vœux une histoire «postrévisionniste» qui n'est en fait qu'un retour à l'histoire des mentalités à la Fernand Ouellet.

Notons en passant, sans toutefois s'y appesantir, que chez Rudin, l'histoire des mentalités se transmue sans trop de formalités en une sorte de «psychanalyse collective» des historiens. Par une méthode non explicitée,

l'auteur sonde en effet l'âme collective des «révisionnistes» et identifie leur «*drive for normalcy*», leur «*peculiar desire to deny a rural heritage*», causé par le fait qu'ils «*deeply resented these various depictions of their rural past*». D'où, finalement, «a certain *urgency to proclaim that Quebec was "normal"*».

Il nous semble que si l'auteur veut réellement comprendre les transformations qui ont caractérisé la pratique de l'histoire au Québec au cours des 30 dernières années, et produire ainsi une véritable sociologie historique de l'histoire du Québec qui dépasse l'opposition schématique «historiens traditionnels — historiens révisionnistes», il devra mieux tenir compte des acquis de la sociologie de la connaissance et réinsérer dans son récit le processus d'autonomisation et de disciplinarisation de la pratique historique par rapport à l'espace social. On ne peut en effet négliger le fait que ces transformations survenues depuis la Seconde Guerre mondiale ont modifié les fonctions sociales de l'histoire et la manière de la pratiquer à un point tel que des historiens comme Lionel Groulx ou Jean Bruchési n'ont en commun avec la génération actuelle que le terme «historien». Ce processus de disciplinarisation de l'histoire est d'ailleurs visible au Québec dès le début des années 1950. Ainsi, au moment de remettre à Guy Frégault la médaille Léo-Pariseau lors du congrès de l'ACFAS de 1953, son collègue Marcel Trudel rappelait à l'auditoire que bien que «l'on imagine très volontiers l'historien bien assis à sa table de travail, cherchant par les forces vives de son imagination à raconter, trompette en bouche, les gloires du passé [...] l'histoire est d'abord et avant tout une science». L'historien, insiste-t-il, se fonde sur les travaux antérieurs dont il montre la portée et la valeur, la recherche en archives, la présence de notes et de références permettant au lecteur de juger de la valeur des conclusions et de l'authenticité «de chacun des détails⁶». Trudel défend en somme une histoire érudite fondée sur la recherche et l'argumentation et qui repose justement sur une distance par rapport à la demande sociale ou politique immédiate qui préfère toujours se voir raconter «les gloires du passé», ou même «à quel point nos ennemis sont arriérés». C'est tout ce travail de construction d'un espace relativement autonome où circulent les travaux et les problématiques des historiens qui est absent du récit de Rudin et qui lui enlève ainsi toute crédibilité d'un point de vue d'une sociologie historique de l'histoire.

De la justification

L'espace de production et de discussion du savoir historique étant absent de l'univers présenté par Rudin, on ne sera pas surpris outre mesure de constater que l'auteur soulève rarement la question de la *validité* du savoir

«révisionniste» dont il cherche tant à expliquer l'émergence. Pourtant, il faudra bien un jour se demander si les nombreux travaux, qui ont mis en évidence tant de facettes jusque-là négligées de l'histoire du Québec et qui montrent que l'image d'un Québec refermé sur lui-même jusqu'au grand jour de la Révolution tranquille est plus que douteuse, sont valides ou non.

Nul besoin d'être grand clerc en épistémologie pour se rappeler la distinction fondamentale proposée il y a plus d'un demi-siècle par le philosophe Hans Reichenbach entre «contexte de découverte» et «contexte de justification». Alors que le premier réfère au contexte historique (économique, social, psychologique, etc.), pouvant expliquer l'intérêt porté à un objet donné ou une problématique particulière, le second relève du mode d'argumentation et de validation propre au domaine de recherche. Même si l'on acceptait l'explication de Rudin sur les origines du révisionnisme (ce qui n'est pas le cas), il resterait à savoir si les courants décrits par les «révisionnistes» sont réels ou non. Ainsi, la question du pluralisme relatif de la société québécoise n'est pas une «prémisse» comme le suggère Rudin, mais bien une *conclusion* tirée de l'analyse de différents faits de société. Est-elle valide? La réponse à cette question dépend des arguments et des faits invoqués. L'appel lancé par Rudin d'en arriver à «a balance between the old and the new orthodoxies» est à prime abord sympathique par son caractère œcuménique, mais il laisse dans l'ombre une question fondamentale: comment savoir si les «révisionnistes» sont allés trop loin autrement qu'en l'affirmant péremptoirement comme le fait Rudin? Car dire que telle ou telle affirmation est «exagérée» suppose que l'on ait *déjà* accès au point de vue juste et que l'on peut ainsi «mesurer» l'écart à la «vérité».

En fait, pour débattre adéquatement des questions de validité et d'interprétation, il faut d'abord délaïsser les généralités qui tendent à traiter les différents agents sociaux comme un grand tout («les Canadiens français», «les Québécois», etc.) et analyser les différentes pratiques du point de vue d'une ethnographie historique attachée à comprendre les comportements des agents et non à les justifier ou les juger. Il est probable cependant que ce faisant il sera difficile d'utiliser les catégories de l'histoire des mentalités dont un des traits est justement d'attribuer à tous les agents les mêmes caractéristiques.

Conclusion

En somme, il est dommage qu'en se plaçant lui-même sur «the English side of the fence», Rudin ait en fait lui-même *construit* une clôture qui délimite

un champ politique qui a pour effet de forclore avant même qu'il n'ait commencé le débat académique sur les tendances récentes de l'historiographie. Car ces tendances ne sont pas le simple «reflet» de la société, mais bien plutôt la résultante des conflits de problématiques qui ont caractérisé le champ de l'histoire — et pas seulement au Québec — au cours des 30 dernières années. Et ce débat ne peut se faire avec des catégories politiques, mais seulement avec les catégories propres aux champs de l'histoire et de la sociologie. Après tout, est-il vraisemblable que l'historiographie française ou américaine (ou canadienne-anglaise) aient une histoire interne, alors que celle de l'historiographie québécoise ne serait qu'externe et pourrait faire l'économie d'une histoire des traditions proprement intellectuelles? Il est permis d'en douter. Chose certaine, confondre la logique du champ politique avec celle du champ scientifique n'a jamais fait avancer la connaissance, tant il est vrai que c'est contre le premier que le second s'est constitué et doit constamment lutter pour se perpétuer. C'est là une conclusion qui ne réjouira pas ceux qui préfèrent encore s'imaginer que faire de l'histoire c'est toujours faire de la politique, mais qu'ils devraient tout de même méditer s'ils ne veulent pas transformer totalement la connaissance historique en idéologie.

Notes

1. Ronald Rudin, «Revisionism and the Search for a Normal Society: A Critique of Recent Quebec Historical Writing» *Canadian Historical Review*, vol. LXXIII, n° 1, 1992, p. 30-61.
2. Voir à ce propos Serge Gagnon, *Quebec and its Historians. The Twentieth Century*, Montreal, Harvest House, 1985, p. 81-117.
3. Voir G.E.R. Lloyd, *Demystifying Mentalities*, Cambridge University Press, 1990, traduit en français sous le titre *Pour en finir avec les mentalités*, Paris, La Découverte, 1993.
4. Louis Althusser, *Philosophie et philosophie spontanée des savants*, Paris, François Maspéro, 1974.
5. Pour une critique de la théorie du reflet, voir Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1992, p. 284-288.
6. Cité par Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS, 1923-1993*, Montréal, Boréal, 1994, p. 134.